

LES VOIES DE LA JEUNE GÉNÉRATION

II.— DANS LE LABYRINTHE

Dans cette seconde partie de notre étude nous nous proposons de prendre une vue d'ensemble de l'attitude des hommes durant la décade qui va de 1919 à 1929. Des faits très caractéristiques marquent cette époque : déclassements sociaux, évolution de l'idée de valeur, altération des monnaies, méfaits des progrès de la technique, pragmatisme et déspiritualisation de la culture, parlementarisme impolitique et enfin l'état de crise.

Ces faits ont déjà été étudiés dans un nombre imposant de publications, mais pas toujours avec l'objectivité et le calme désirables. Il nous paraît indispensable d'en parler encore, car ce sont les éléments du « climat » dans lequel a grandi la jeune génération. C'est dans ce milieu en fermentation que se sont développées ses inquiétudes, son instabilité. Souffrons donc de les examiner à nouveau ensemble. C'est en connaissant et en comprenant bien les causes du malheur qui nous frappe que nous pourrons mieux le supporter et aurons le plus de chances d'y remédier.

a) Déclassements sociaux

De multiples facteurs ont contribué à changer la stratification sociale d'avant-guerre ; suivons-les dans l'ordre chronologique :

Sur les champs de bataille la promiscuité avait provoqué une sorte de nivellement horizontal des classes. Nivellement ? N'est-ce pas plutôt un renversement ? La considération dont on entourait les individus suivant qu'ils étaient magistrats, professionnels, artistes, négociants, allait alors au « débrouillard », à l'astucieux qui savait se tirer d'affaire. La gaucherie, l'inexpérience des uns dans le

genre de vie paradoxal qu'ils étaient forcés de mener, les plaçait en état d'infériorité devant ceux-là mêmes qu'ils avaient coutume de juger, de commander, de guider.

Dans une grande mesure, le même critérium s'appliquait aux individus demeurés à l'arrière : l'ouvrier d'usine qui façonnait des obus ou dont le travail était en relation directe avec le conflit ne prenait-il pas le pas sur le professeur d'université, par exemple ?

En second lieu, la réintégration dans les cadres de la société des soldats qui durant cinquante mois avaient vécu en marge (et quelle marge !) ne se fit pas avec un égal bonheur. Suivant les pays et suivant leur âge ou les classes sociales auxquelles ils appartenaient, ces individus eurent plus ou moins de difficulté à se réadapter à la vie civile. Exemple : les fils de fermiers, les cultivateurs purent reprendre leurs travaux dès qu'ils eurent déposé les armes, tandis que nombre d'artisans, d'ouvriers, d'employés dont les places avaient été prises par des femmes ou de plus jeunes gens, durent s'orienter vers d'autres professions.

Parmi ces démobilisés, un assez grand nombre avait obtenu, par leur conduite au feu, le droit de commander ; ils avaient coutume de prendre des initiatives, et ils se plièrent difficilement à la nécessité de reprendre dans le civil une position subalterne¹.

Plus tard l'inflation monétaire fut une autre cause de déclassement social. Les petits bourgeois, les rentiers, les fonctionnaires, les salariés isolés, ceux que l'on a coutume de considérer comme l'élément conservateur des pays, souffrirent de la dépréciation de la monnaie, qui non seulement leur faisait perdre leurs économies ou tarissait leurs sources de revenus, mais encore les empêchait de tenir leur rang.

Au cours de cette décade, c'est la richesse des individus qui, dans l'opinion des masses, servait de mesure à la considération dont ils étaient l'objet. Or si l'on pouvait autrefois respecter la fortune acquise par le travail, la prévoyance,

1. Cette situation de l'ex-officier a suscité bien des drames intimes pénibles. Elle fut particulièrement délicate dans les pays où le licenciement de l'armée fut presque total (Allemagne, Canada, États-Unis, Angleterre). Un livre récent, *Destin allemand*, de Kasimir Edschmid, est très révélateur de l'état d'esprit qui a pu animer les anciens officiers. C'est un peu ce qu'éprouvèrent les *demi-soldes* sous la Restauration, mais la disgrâce de ces derniers n'atteignit pas la poignante infortune que dépeint Edschmid.

l'application assidue et tenace, était-il convenable de transporter ce respect, cette considération sur les fortunes plus ou moins entachées des profiteurs de guerre, des spéculateurs, des « trustards » de toute nature qui tenaient le haut du pavé ? Leur richesse imprévue, acquise rapidement les plaçait en un rang qu'ils ne savaient pas tenir.

Ces « society leaders », comme on dit chez nos voisins, fuyant ou faisant taire les « Jonas » qui leur eussent reproché leurs fautes, les eussent invités au repentir, patronaient ou recherchaient ceux chez qui de trop vifs sentiments d'honnêteté ou de moralité n'étaient pas à craindre. Combien de politiciens durent leurs succès à la coupable indulgence qu'ils témoignèrent envers les « douteuses » puissances d'argent ?

Peu à peu le critérium social s'avilit pour s'établir au niveau du compte en banque. Les classes moyennes admettaient le fait. Ici même n'a-t-on pas vu le prestige et la considération dont jouissaient le médecin, le commerçant, l'industriel qui pouvaient s'afficher dans une voiture de luxe ? Les apparences vestimentaires les plus vaines dosaient même l'estime en laquelle on tenait les gens.

La jeunesse a été particulièrement fascinée par l'attrance de l'or. Le venin du lucre annihila l'enthousiasme qui vers la vingtième année fait généreusement embrasser les causes désespérées et pousse à se dévouer avec désintéressement à de nobles œuvres. *L'auri sacra fames* étouffa chez la plupart des jeunes gens tout germe d'idéal. Et l'on ose blâmer les nouveaux-riches, les profiteurs dont la fortune était quelque peu élaboussée de sang ! Mais leur prestige, ne le tenaient-ils pas de l'abaissement du sens des valeurs sociales ? Ceux qui les enviaient, cherchaient à les imiter, les acceptaient comme coryphées, ceux-là aussi étaient des avilis. La passion de l'argent assécha les cœurs, corroda les âmes, aveugla les esprits au point qu'ils ne surent plus distinguer les vraies vertus et les vraies qualités et ne s'inclinaient que devant la fortune.

Ne soyons pas étonnés de la pauvre figure que faisaient le prêtre, le savant, le professeur dans ce tableau social où l'échelle était à la mesure de la réussite matérielle. De quelle pitoyable commisération n'étaient-ils pas l'objet ceux qui négligeaient le souci de s'enrichir pour s'attarder à la poursuite d'un idéal !

b) Évolution de l'idée de valeur

Le sens de la valeur a subi au cours des âges et suivant le degré de civilisation atteint par les peuples, une étonnante déformation. Aux époques lointaines de la préhistoire aussi bien que chez les primitifs, ce qui faisait la valeur d'une chose c'était son *utilité* : une flèche, un silex, un harpon valaient en raison des services qu'ils rendaient. Chez les semi-primitifs et jusqu'au moyen âge, ce fut la *rareté* des choses qui en fit la valeur. Ainsi, pour les peuplades de l'Afrique centrale, les coquillages ne sont appréciés que dans la mesure où ces peuplades sont éloignées des rivages où les coquillages se trouvent en abondance. De même le prix des soieries et des métaux précieux dans l'Europe moyen-âgeuse baissa sensiblement lorsque les progrès de la navigation et une plus grande sécurité des transports facilitèrent leur importation.

Or par l'industrialisation, les progrès techniques apportés à l'exploitation, la manutention et la production des biens, le facteur *rareté* s'est éliminé petit à petit du sens de la valeur. C'est d'ailleurs l'orientation même des efforts humains : *produire, c'est diminuer la rareté des choses.*

Si l'on était retourné à l'*utilité* des choses pour en déterminer la valeur, il y a longtemps que la saturation eût été atteinte, car les besoins *réels* de l'homme sont modestes et assez fixes : boire, manger, dormir, se loger, se vêtir. Il est bien peu de pays où cet indispensable ne soit facilement accessible. Par contre, les besoins *artificiels* de l'homme moderne sont illimités. De nos jours, Esaü n'échangerait plus son droit d'aînesse contre un plat de lentilles, mais demanderait une automobile, un appareil de T. S. F.

L'on attache le sens de valeur non plus aux choses utiles ni (sauf les collectionneurs) aux choses rares, mais à ce qui est *accessoire*. Qui songe, au stage de civilisation que nous vivons, à désirer ardemment du pain, des pommes de terre ? On voit plutôt le contraire, des gens qui se privent de manger à leur faim pour « rouler carrosse » ! Si l'on cherche encore à produire et à thésauriser des choses primaires comme le blé, les produits agricoles, c'est qu'ils représentent, à l'échange, une somme de monnaie susceptible de permettre la satisfaction de besoins *artificiels*.

c) Inflation, miroir déformant

Cette somme de monnaie, c'est aujourd'hui la transcription sensible de la valeur. Si l'on altère la première, la seconde en subira le contre-coup. Ceci posé, nous pouvons dire que l'inflation est le procédé moderne d'altération de la valeur.

Durant la décade que nous examinons, il y eut des perturbations monétaires telles qu'on n'en avait jamais vu, même aux époques reculées du moyen âge, alors que les princes modifiaient à leur gré la monnaie de leurs peuples. Lorsque la Russie se détacha du système capitaliste, le rouble fit une telle trajectoire qu'il en perdit toute valeur internationale. Le marc fit une chute à des profondeurs abyssales. La France était engagée sur la même voie, lorsque Poincaré intervint. Une vingtaine d'autres pays participèrent de gré ou de force à la giration monétaire¹.

Un effet de cette dépréciation fut ce que l'on a appelé « la fuite devant la monnaie ». Pourquoi thésauriser ce qui perdait si vite sa valeur ? Au lieu d'économiser, on se mit à acheter des biens. La propriété foncière subit d'abord une surenchère formidable, mais très exposée aux convoitises du fisc, et par suite de la législation complexe des moratoires, ce genre de placements souffrit bientôt d'une sorte de désaffection. On préféra des biens moins ostensibles. Le choix se porta sur les articles manufacturés, ce qui valut à l'industrie un stimulant extraordinaire.

Un second effet de l'inflation fut de rendre les capitaux extrêmement mobiles. Ceux qui voulaient sauvegarder leur avoir dans les pays dont la monnaie glissait, n'avaient souvent d'autre ressource que de l'exporter là où la monnaie restait saine. Mais les gouvernements s'avisèrent de cette fuite et imposèrent des restrictions. Pour tourner la difficulté, on acheta des valeurs étrangères : de Berlin, de Vienne, de Bruxelles, de Rome ou de Paris partaient des ordres d'achat sur les bourses de New-York, de Londres.

1. Un jeune écrivain allemand, Günther-Gürndel, parlant de son pays à l'époque de l'inflation massive, où les billets tombaient des presses comme flocons de neige, définit cette période « la féerie de l'inflation ». C'était un véritable conte de fées. Sous le coup d'une baguette magique, les pauvres devenaient riches, les seigneurs étaient transformés en mendiants ; et, toutes les valeurs sociales renversées, le débiteur devenait plus enviable que le créancier et l'enfant prodigue était le seul à s'enrichir.

Ceci entraîna le troisième effet : la débauche de la spéculation. Puisqu'il n'était pas sage d'économiser ce qui se dévalorisait si vite, pourquoi ne pas le risquer au jeu ? C'est ce qui se faisait il y a dix ans en Europe. Aujourd'hui encore, chaque fois qu'il est question d'inflation aux États-Unis, on enregistre un mouvement de bourse décelant la nervosité des capitaux en mal d'instabilité.

La spéculation ne demande que de l'audace. Pas de science ou d'expérience, puisque les plus savants y perdent leur latin... et leurs plumes. Pas de grande mise de fonds, puisque l'on se contentait alors d'une marge de 10% des engagements. Pas de frais d'installation ni de distribution. C'était la formule idéale pour les jeunes qui voulaient « faire de l'argent » ; et avec quelle fougue ils l'adoptèrent !

Ici encore nous retrouvons l'altération de l'idée de valeur. Ce n'est pas en raison de la solidité ou de l'excellence des entreprises que se faisaient les placements, mais, neuf fois sur dix, en raison d'une plus-value éventuelle que les actions pouvaient prendre à la cote.

Dans les pays dont la monnaie restait saine, un état d'esprit analogue régnait. L'activité industrielle semblait le juste aboutissement des méthodes de rationalisation. L'indice des affaires s'inscrivait en un graphique toujours ascendant, que l'on considérait comme le résultat normal du génie humain. Mais le développement de l'industrie exigeait des mises de fonds toujours plus importantes. Or la masse monétaire ne variant pas sensiblement, on eut recours à l'*inflation-crédit*. Pour s'être introduite plus subtilement que l'inflation monétaire dans l'économie des pays, elle n'en eut pas moins des effets néfastes. Elle se fit par trois modes : surcapitalisation des industries, emprunts des gouvernements, vente à tempérament de tous articles. On constituait ainsi un formidable crédit en suspens, aussi funeste que le gonflement du stock monétaire.

Or le crédit, au fur et à mesure qu'il se généralisait, étendait ses risques et exigeait un rendement supérieur. Le taux de l'argent prêté atteignit vite un pourcentage pour le moins usuraire. Dans ces conditions, la petite, la modeste épargne qui reste peureusement à la banque, semblait ridicule, et l'*inflation-crédit* eut les mêmes effets que l'inflation monétaire : elle détruisit l'esprit d'économie,

poussa à la spéculation, favorisa la mobilité des capitaux, stimula la production industrielle.

d) L'aventure industrielle

Après cinq ans de crise, il est difficile de se rappeler à quelle hauteur vertigineuse l'ambition et l'orgueil des hommes avaient dressé cette moderne « Babel » ou de reconstituer l'atmosphère de haute tension qui régnait alors. Nous sommes dans le cas du malade ne se souvenant plus des pensées qui ont hanté son cerveau durant un accès de fièvre.

Admettons que les proportions de l'aventure industrielle nous apparaissent déformées à travers le prisme que ses conséquences interposent entre elle et notre jugement. Cependant, dans les milliers de volumes écrits sur ce sujet, se retrouve un consensus universel pour incriminer le *machinisme*, la *surproduction*, le *nationalisme économique*. Ce sont là des thèmes archi-usés mais précisément parce qu'ils ont fait le tour du monde et gagné à un rare degré l'assentiment des esprits les plus divers, il faut bien admettre qu'ils contiennent une part d'essentielle vérité.

De peur de nous laisser entraîner à refaire ces thèses, nous allons passer au gros tamis cette masse d'arguments, et n'en retenir que les principaux pour les présenter sous forme d'aphorismes, que nos lecteurs pourront commenter à leur gré :

I — La rareté de la main-d'œuvre durant la guerre a stimulé les progrès de la mécanique, tout comme la carence de certaines matières premières a poussé l'ingéniosité humaine à y suppléer par des succédanés.

II — Les ruines laissées par la guerre appelaient un vigoureux effort de reconstruction ; il fallait produire vite pour remettre sur pied au plus tôt les régions dévastées, d'où nouvelle impulsion aux progrès mécaniques.

III — De nombreuses usines hâtivement édifiées hors de la zone des combats pour la production du matériel de guerre utilisèrent leur outillage pour la fabrication d'articles de consommation courante.

IV — La concurrence que se firent bientôt les nouvelles usines et les anciennes rééquipées rendit nécessaire l'application de nouvelles techniques permettant d'abaisser le prix de revient.

V — Le *profit* étant le mobile de toute l'activité économique du monde moderne, il faut produire *vite* pour devancer la concurrence, il faut produire au *plus bas prix* pour que la marge de profit soit plus grande, il faut produire *beaucoup* parce que plus grande est la production, plus élevés sont les profits.

Donc la production cesse d'être mesurée à la somme de besoins à satisfaire et vise au maximum de profits.

VI — Tous les producteurs tenant le même raisonnement, on marchait à un rythme accéléré vers la surproduction. Or l'*abondance tue le profit*. Il fallait donc ou diminuer la production ou dissimuler l'abondance ou augmenter la consommation.

VII — Diminuer la production entraînait la diminution du profit. Ceux qui employèrent cette méthode furent rapidement éliminés de la lutte.

VIII — La plupart des producteurs la rejetèrent pour suivre les deux autres méthodes, soit en constituant des cartels, — pools ou trusts, — soit en se livrant à une publicité effrénée, qui forçait la demande.

IX — Les progrès techniques augmentant la production, diminuent la consommation. Chaque fois que pour abaisser le prix de revient on remplace un homme par une machine, on crée un chômeur, qui ne pourra consommer l'article fabriqué par la machine.

X — Chaque fois que pour stimuler la vente on grève le prix d'un objet de frais de publicité, on en restreint d'autant la consommation (dans certains cas : cigarettes, parfums, gomme à mâcher, conserves alimentaires, le pourcentage des frais de publicité atteint parfois 65% du prix de revient).

XI — L'on fait erreur en croyant pouvoir étendre indéfiniment les besoins *artificiels* de l'homme. Ces besoins se limitent à sa solvabilité.

XII — On a parlé de crise de sous-consommation. Il ne manque pas de gens qui seraient prêts à consommer notre blé, le café brésilien, le coton anglais, mais ces consommateurs ne sont pas solvables.

XIII — Pourquoi? Parce que le pouvoir d'achat est mal réparti. Parce qu'un milliardaire consomme moins que mille millionnaires; parce que mille millionnaires consomment moins que dix mille personnes possédant \$100,000; parce qu'un million de personnes possédant

\$1,000. qu'elles pourraient dépenser totalement feraient dans la production un trou beaucoup plus grand que l'unique milliardaire.

XIV — Se cabrant devant la concurrence, les producteurs demandèrent aux gouvernements de les protéger surtout contre les marchandises qui venaient de l'étranger afin de sauvegarder au moins le marché national. Les pays, mis en boule comme des hérissons, voulaient vendre sans acheter. Cette paralysie infligée au commerce international affecta vivement certains groupes constitués par des consommateurs dont le pouvoir d'achat d'articles nationaux se trouvait, par là, réduit.

XV — A la diminution du pouvoir d'achat, à la concurrence nationale ou internationale, on fit pièce en abaissant la qualité tout en sauvegardant l'apparence : règne de l'« ersatz », de l'imitation, du faux-cuir, du faux marbre, de la soie artificielle, du synthétique et de l'aggloméré. La camelotte et l'article de bazar, jetés en grande quantité et à vil prix sur les marchés, déformèrent le goût du public.

En bref, les progrès de la technique ont devancé les progrès sociaux. Ils ont provoqué à la fois la surproduction et la diminution de la consommation. La concentration industrielle et capitaliste a empêché la répartition du pouvoir d'achat. La concurrence a d'abord stimulé la production puis paralysé les échanges.

Tous nous comprenons aujourd'hui ces raisonnements, mais les aurions-nous admis il y a dix ans ? Nous avions alors des idées très arrêtées sur le droit de propriété, la légitimité du profit, les bienfaits de la concurrence, la supériorité des pays qui possèdent de grandes richesses matérielles.

Les jeunes gens ont grandi dans ce mirage. Les oreilles rebattues de chiffres, de statistiques, la tête farcie de méthodes, ils s'élançaient à la poursuite de la Fortune. Ce sont les « Petits Poucets » de l'aventure industrielle. N'ayant pas semé de cailloux sur leur route, ils se sont perdus dans le labyrinthe.

e) **Comme une terre sans eau**

Cette image servira de transition : les cailloux qu'auraient pu jeter sur leur route les « Petits Poucets », ce sont les

éléments d'une culture vraiment spirituelle. Mais hâtivement préparés au voyage de la vie, ils avaient appris que l'essentiel pour eux était de bien connaître les rouages des affaires, les lois économiques et les secrets de leur métier. Dans leur petit bagage scientifique, ils n'avaient mis que ce qu'il faut pour réussir : une forte dose d'optimisme, un ou plusieurs diplômes, puis ils étaient partis avec beaucoup de suffisance et de confiance en eux.

Pauvres Petits Poucets qui grossissez aujourd'hui les rangs des chômeurs intellectuels,— des « collets blancs », comme l'on dit ici,— où trouverez-vous le répit, la résignation ? Votre esprit anesthésié par la griserie des progrès matériels est inapte à trouver en soi des éléments de réconfort. L'on a voulu que vous fussiez armés pour conquérir les situations matérielles, et celles-ci ont disparu ou sont occupées par des gens qui ne cèderont pas volontiers leur place.

Au lieu de « chauffer à blanc » vos ambitions, de vous instruire pour les réaliser, n'eût-on pas mieux fait de vous éclairer sur les graves problèmes de la destinée humaine ? Un peu moins de chiffres et de formules mais plus d'aliments spirituels ne vous permettraient-ils pas, aujourd'hui, de dominer cette tâche ingrate à laquelle, faute de mieux, vous vous employez ? ne vous rendraient-ils pas moins amères les heures d'attente devant les portes fermées ?

C'est partout que l'enseignement a été orienté vers des fins positives ; partout sous prétexte de spécialisation, on a mis des ceillères aux cerveaux pour qu'ils ne voient que l'immédiat, partout l'on a dirigé les études et les recherches vers ce qui est concret : les moyens d'arriver, de faire fortune. Le savoir cessant d'être considéré comme un gage qui permet de retrouver en soi les éléments du bonheur, est devenu un instrument, une clé de coffre-fort.

L'on a « déspiritualisé » la culture, et cela s'est traduit dans l'art, qui devrait pourtant être le dernier refuge du spirituel. Toutes les conceptions étaient guidées par des soucis pragmatiques. L'architecture, la musique, la peinture, la littérature nous ont donné les « chardons » de cette terre aride : ces maisons de briques construites en série, le jazz tonitruant, le cubisme, le dadaïsme. Voilà, n'est-il pas vrai, les éléments esthétiques dont furent nourris les jeunes, et l'on peut dire que sous le règne de Mammon il

n'y avait de grand et de beau que ce qui était coûteux, extravagant, baroque. L'on a créé un nouveau mot pour définir cette tendance, c'est le *quantitativisme*, qui s'oppose diamétralement au *qualitativisme*¹.

Cette ère du stuc, du béton, de l'artificiel cinéma, du quotidien éphémère, cette ère d'uniformité et de standardisation, du poncif et de l'interchangeable, de quel œil morne et désenchanté serait-elle considérée par ceux qui connurent l'époque glorieuse où un habile ciseau taillait la pierre aux frontons des cathédrales, où Pygmalion pouvait être amoureux de ses œuvres, où le peintre trouvait dans son âme la chaude lumière dont il devrait les choses, où Mozart mourait pauvre sur la dernière note d'un chef-d'œuvre, où l'homme, sans paraître maniéré, pouvait être différent de son voisin, où le savetier chantait, où le bachelier écrivait des sonnets et non des circulaires !

La joie hélas paraît avoir disparu de notre planète, transformée en un paysage lunaire par l'affreuse lèpre de l'or.

f) Le chaos parlementaire

Les hommes n'avaient-ils pas de chefs ? Personne ne les guidait, ne leur disait qu'ils faisaient fausse route, ne criait casse-cou au producteur trop avide ? Oui, il y avait le Chef suprême qui dans ses Encycliques prodiguait des conseils, lançait des objurgations. C'était une seconde « voix qui crie dans le désert ». Elle partait de trop haut pour atteindre les enlisés ; les paroles parvenaient à leurs oreilles, mais ne pouvaient frapper leur cœur pétrifié par l'amour de la matière.

Ceux qui auraient pu s'interposer entre la voix prophétique de Rome et le « monde sans âme », ceux qui auraient pu faire le relai du flambeau ont manqué à leur tâche. Hélas ! il faut bien parler ici de la carence de guides, de chefs, d'animateurs (dans le sens étymologique du mot) dont souffraient les gouvernements².

1. Il y eut certes quelques belles œuvres artistiques produites durant cette période, mais on les remarque, on les signale comme on le ferait d'exceptions étonnantes.

2. Nous allons excepter les pays qui ne sont pas sous un régime parlementaire (Italie, Pologne, Allemagne, etc.) et qui échappent à la règle, sans admettre toutefois que leur sort soit enviable à tous les points de vue.

Comme l'on ne saurait spéculer des faits politiques dans l'indifférence, nous craignons fort d'être amené à porter certains jugements qui soient de nature à blesser des convictions. L'extrême susceptibilité que l'on témoigne en matière de politique nous a toujours été objet d'étonnement ; cependant cette susceptibilité existe et il nous faut en tenir compte. C'est donc volontairement que nous établirons nos propositions sous une forme interrogative, laissant à nos lecteurs le soin d'y répondre suivant leur conscience et leur jugement. Il nous suffit d'avoir posé la question devant cette conscience et ce jugement.

Dans un pays où l'on a la liberté de choisir, ceux qui devraient normalement être placés à la tête de leurs concitoyens ne devraient-ils pas être choisis pour leurs qualités d'intelligence, d'intégrité, la moralité de leur vie, l'amour éclairé de leur pays, leur respect de la conscience individuelle, leur sens profond de la justice ?

Les coutumes électorales contemporaines : choix des candidats, influence des partis, contributions aux fonds de propagande, etc. permettent-elles de constituer des assemblées parlementaires avec des citoyens qui aient toutes ces qualités ?

Quelle culture et quelle expérience des choses publiques requiert-on du candidat ? Les élus sont-ils libres d'exprimer leurs opinions ? Chaque député pourra-t-il prendre l'attitude que lui dicte sa conscience, ou bien une certaine discipline de parti le contraindra-t-elle à suivre ses chefs ?

Les électeurs sont-ils bien préparés à leur rôle ? Par quoi leur opinion est-elle conditionnée ? Par les réalités profondes, par un sens politique véritable ? Ce choix est-il déterminé sans le concours de puissances extrinsèques : presse, influences d'argent, patronage, menaces même quelquefois ¹ ?

Les électeurs, ceux de la masse, sont-ils responsables ? Le *plus grand nombre* d'entre eux ne constitue-t-il pas le

1. L'on me permettra de glisser ici une petite remarque. Elle n'est pas de moi. Je la tire de l'ouvrage *Préface à une Réforme de l'État*, publié par Georges Viance dans la collection « Questions disputées », que dirigent Jacques Maritain et Ch. Journet. Voici ce que dit M. Viance au sujet du régime des opinions politiques : « C'est le tumulte des voix discordes par lequel un troupeau d'individus vient témoigner tous les quatre ou six ans, dans le langage des partis, sur des problèmes qu'il ignore, ou bien exprime, mais dans ce langage inhabituel, les désirs, les malaises, les souffrances nées ailleurs, au milieu des réalités dont il vit. » (Page 107.)

moindre nombre sur qui pèse directement les impôts, par exemple ¹ ?

Le régime parlementaire est basé sur le gouvernement de la majorité, mais est-ce bien la majorité qui gouverne ? N'y a-t-il pas des cas où un parti de dissidents détient l'équilibre du pouvoir ? Est-ce que la législation est vraiment toujours faite au sein des parlements sans que puissent intervenir des influences extérieures ?

Le principe majoritaire dispense de toute responsabilité les députés qui sont dans l'opposition. A quoi servent-ils s'ils ne peuvent avoir aucune influence sur les destinées ou les affaires du pays ?

Nous reconnaissons que le système démocratique (par opposition au régime absolu) serait l'entéléchie d'un peuple composé de citoyens libres, sages, prévoyants. Le « *gouvernement du peuple par le peuple* », une des belles formules dont fut prodigue la Révolution française, n'est-ce pas devenu un mythe dénué de réalité ? N'est-ce pas un petit clan de nature financière ou politico-sectaire, qui, en fait, inspire un peu partout les gouvernements ?

Si ce parlementarisme, « aujourd'hui assez corrompu, on l'admettra », a duré si longtemps, n'est-ce pas parce qu'il représente une conjonction d'intérêts ? On entretient soigneusement chez le peuple l'illusion qu'il est le maître de ses destinées ; la classe dirigeante considère la politique comme un *moyen* d'arriver, et trop souvent ceux qui détiennent le pouvoir ne songent qu'à le garder ; enfin les bourgeois sont satisfaits de voir leurs ambitions matérielles réalisées et leurs biens soigneusement défendus.

Réservant pour la troisième partie de notre étude l'examen détaillé des aspirations politiques de la jeunesse contemporaine, nous les définirons ici en trois mots : *autorité, dignité, compétence*. Il semble que le parlementarisme soit déchu comme une religion qui n'aurait que des rites non soutenus par une spiritualité véritable, et partout l'on aspire non

1. En d'autres termes, est-ce que le nombre des citoyens qui usent de leur droit de vote n'est pas très inférieur au nombre des contribuables qui paient *directement* les impôts ? Par conséquent, ceux qui mandatent des députés engagent par là une législation de laquelle ils ne subiront pas les effets *immédiats*. Ce n'est que plus tard, par le jeu de la répartition des impôts et taxes dans le prix de la vie, que ces effets les atteindront, mais ils auront alors perdu le caractère de sanction, de conséquence, de telle ou telle législation faite spécialement en faveur de la masse.

pas à un bouleversement mais à une large et profonde épuration du régime.

g) **La crise est ouverte**

Dès que se fut dissipé le mirage économique vers lequel se tendaient toutes les énergies et tous les espoirs, les lézardes de l'organisme social apparurent. C'est dans un état de narcose spirituelle curieusement associé à une trépidante activité que l'écroulement de 1929 trouva la société.

La politique des gouvernements fut de recourir à des palliatifs, à des réformes partielles et fragmentaires pour remédier aux maux nés des erreurs du temps, mais sans vouloir *admettre* ou *corriger* ces erreurs. L'on croyait, d'ailleurs, que cette crise serait passagère et que les choses se tasseraient d'elles-mêmes. La longue pratique de l'intérêt individuel et immédiat avait en outre ankylosé le sens de la prévision et la rapidité avec laquelle les événements se succédaient ne laissait aux législateurs aucun loisir pour entreprendre des réformes vraiment politiques, à longue portée.

Dans la plupart des pays, les machines gouvernementales se mirent à tourner à vide : les lois sociales hâtivement conçues et promulguées avant d'avoir été mûries par la réflexion ne purent que replâtrer temporairement un édifice miné de toutes parts. Si le parti au pouvoir se trouvait devant une situation réclamant une intervention immédiate, il se contentait souvent d'insensibiliser la partie malade en appliquant le « chloroforme des subsides », en se fiant surtout au pouvoir cautérisant du temps. C'était beaucoup escompter la vitalité de l'organisme social que d'espérer que ses blessures pussent se guérir par simple résolution.

La haute bourgeoisie, dans l'orbe de laquelle tout gravitait, sentit diminuer sa force centripète. Parce qu'elle s'était contentée de diriger de l'extérieur les assemblées parlementaires, il lui fut impossible de manœuvrer les leviers de commande lorsque son prestige cessa. Sous l'influence des malheurs sociaux la démagogie avait beau jeu.

Et voilà que les degrés de la fortune, qui mesuraient l'estime et la considération, commençaient à se niveler dans une médiocrité dédorée. Et voilà que les fondations du système productiviste s'avéraient reposer sur du sable mouvant. Et voilà que toute la civilisation qui avait fait tant de cas des biens matériels ne laissait qu'oripeaux et décors vermoulus.

Et bientôt, dans le calme qui suivit le désastre, l'on entendit des voix reprendre les paroles de Job : « C'est Dieu qui m'avait donné ces biens. Il me les retire ; que son Saint Nom soit béni. »

Nous avons parlé au passé des vicissitudes contemporaines, malheureusement encore trop actuelles. Nous avons peut-être mis beaucoup d'acrimonie à les dépeindre ; que l'on nous en excuse. Le but de cette étude n'était pas de faire ce tableau ; mais avant de montrer vers quelles voies s'orientent ou devrait s'orienter la jeunesse, il était nécessaire de montrer dans quelles voies elle s'était égarée. Chassons maintenant les pensées assombrissantes ; nous pouvons regarder l'avenir sans verres fumés.

Car c'est bien l'avenir qui importe. Nous sommes arrivés à la période d'ardentes synthèses où il faut regrouper les valeurs éparses ou endormies, il faut rendre la vigueur à un idéalisme atrophié par un trop long asservissement à la matière. Il faut aller vers les jeunes parce qu'ils ont les mains propres et libres. Il faut leur faire confiance et obtenir leur confiance, non par de simples marques de bienveillance tout en surface, mais en leur prêtant un esprit et un cœur attentifs à les comprendre.

Nous savons que la prise de contact est très difficile. Nous trouverons la jeunesse prime-sautière dans ses opinions, subversive même. Ses enthousiasmes, son goût du catégorique, son réalisme parfois brutal, tout cela est de nature à nous déconcerter. C'est pourquoi il faut beaucoup d'indulgente attention et de prudente amitié pour l'aider à se comprendre elle-même, à trouver sa voie et peut-être, — si ce n'est trop espérer, — l'amener à profiter de notre expérience.

Raymond TANGHE.
